

# SAUVER LA TERRE OU LES PROFITS ?

Toutes les formes de vie végétale et animale font partie d'un réseau de relations appelé *écosystème* en écologie. Ce système est normalement autorégulant dans la mesure où, si un déséquilibre se développe, celui-ci est corrigé spontanément, soit par la restauration de l'équilibre antérieur soit par l'établissement d'un nouvel équilibre.

Le problème, c'est que la révolution industrielle est passée par là : pollution de l'eau et des sols due au déversement massif de déchets toxiques ou non recyclés et à l'utilisation d'engrais chimiques, nitrates, pesticides et autres dans l'agriculture intensive ; pollution des océans due à l'augmentation du trafic maritime, au déversement des eaux continentales polluées, au naufrage de pétroliers (70 rien qu'en 1996 !), au déchargement de déchets toxiques, chimiques, radioactifs, dégazages, etc. ; surpêche ; pollution de l'air due à l'utilisation massive d'énergies fossiles et au développement de la voiture individuelle ; destruction des forêts (pourtant les poumons de la planète !) ; accidents industriels (Seveso (1976), Bhopal (1984), Tchernobyl (1986), Toulouse (2001)... ) ; émission de gaz à effet de serre (CO<sup>2</sup>) par les véhicules à essence, les usines, la déforestation, entraînant le réchauffement climatique, avec ses conséquences (élévation du niveau des océans due à la fonte de la banquise et des glaciers polaires et continentaux, inondations, désertification, tempêtes) ; pluies acides ; extinction d'espèces vivantes ; introduction des OGM ; stockage des déchets nucléaires ; expansion des villes (qui abritent désormais la moitié de la population mondiale)...

Quant aux conséquences économiques et sociales de la crise écologique, elles vont être terribles : avec 90 % de la population exposée aux catastrophes naturelles vivant dans des régions pauvres et la moitié de la population mondiale occupant des zones côtières, combien de réfugiés « climatiques » vont devoir fuir l'immersion des terres habitées ou la désertification qui rendra leurs terres impropres à l'agriculture ?

Au 19<sup>ème</sup> siècle, certains <sup>1</sup> s'inquiétaient déjà des conséquences de l'industrialisation sur l'environnement. Mais ce sont les écologistes, dans la seconde moitié du 20<sup>ème</sup>, époque où s'aggravent les ravages causés par les activités humaines, qui vont provoquer une prise de conscience des problèmes écologiques. Pour y remédier, des conférences et des sommets vont être tenus, où seront signés des accords internationaux (Déclaration de Rio (1992) ; Protocole de Kyoto (1997) sur l'effet de serre, rejeté par les Etats-Unis (pourtant plus gros pollueur du monde) et non respecté par les pays signataires ; Sommet de la Terre de Johannesburg (2002), dénoncé par les ONG présentes en raison de la « soumission irresponsable des Etats à la globalisation menée par les multinationales »), etc. Or, non seulement les timides objectifs fixés lors des sommets n'ont pas été tenus, mais les émissions de CO<sup>2</sup> ont augmenté de 28 % entre 1990 et 2004 !

Et pour cause ! Aucun État ne va mettre en place une législation qui pénaliserait la compétitivité de ses entreprises nationales face à la concurrence étrangère. Les États ne prendraient en compte les questions environnementales que s'ils pouvaient trouver un accord sur le plan international qui ne pénaliserait personne. Mais là est le hic puisque la concurrence pour l'appropriation des profits mondiaux est une des bases du système actuel. Des tentatives de coopération internationale ont déjà été faites ; la SDN, puis l'ONU, par un exemple, furent fondées dans le but de « maintenir » la paix. Or, le 20<sup>ème</sup> siècle a connu les guerres les plus dévastatrices et meurtrières de l'histoire !

Aucun accord visant à limiter les agissements des multinationales dans leur quête inlassable de profits n'est donc possible. Les mesures en faveur de l'environnement (et la profonde transformation de l'appareil productif et du système des transports qu'elles impliquent) se heurtent aux intérêts des entreprises (et de leurs actionnaires !) puisqu'en augmentant les coûts, elles diminuent les profits.

Les êtres humains sont capables, quelle que soit la forme de production, de s'intégrer dans un écosystème stable. C'était le cas de beaucoup de sociétés « primitives », qui coexistaient en pleine harmonie avec le reste de la nature, et rien n'empêche que cela soit possible aujourd'hui, sur la base de la technologie et des méthodes de production industrielles, et ce, d'autant plus que des énergies renouvelables existent bien (énergies éolienne, solaire, marémotrice, géothermique, houle, biomasse...), mais, pour les capitalistes, elles ont un « coût » qui les pénaliserait face à la concurrence internationale.

Ce n'est donc pas la production en soi (c'est-à-dire le façonnement de la nature pour subvenir aux besoins humains) qui est incompatible avec un équilibre viable de celle-ci, mais l'application de certaines méthodes productives faisant fi de l'équilibre naturel ou qui entraînent des changements trop rapides pour permettre à un équilibre nouveau de se développer.

En effet, la préservation de l'environnement est un problème social qui impose à l'humanité l'établissement d'un rapport viable et stable avec le reste de la nature. Dans la pratique cela implique une société qui utilise autant que possible des sources renouvelables d'énergie et de matières premières et pratique le recyclage des matériaux non renouvelables ; une société qui, une fois trouvé l'équilibre approprié avec la nature, tendrait vers un niveau de production stable, voire vers la « croissance zéro ». Cela ne veut pas dire que les changements sont à exclure par principe, mais que tout changement devra respecter l'environnement, en s'effectuant à un rythme auquel la nature puisse s'adapter. Or, l'emploi par le capitalisme de méthodes de production destructives a, au cours deux derniers siècles, rompu l'équilibre naturel.

Qu'on l'appelle « économie de marché », « libéralisme économique », « libre entreprise » ou qu'on emploie tout autre euphémisme, le système social sous lequel nous vivons est le *capitalisme*. Sous celui-ci, les moyens de production et de distribution des richesses sociales – les moyens d'existence de la société – sont la propriété exclusive d'une minorité parasite dominante – les détenteurs de capitaux ou *classe capitaliste* – au profit de laquelle ils sont inévitablement gérés.

En effet, en tant que système régi par des lois économiques qui s'imposent comme des contraintes externes sur les activités productives humaines, et dans lequel les entreprises se concurrencent sur le marché pour obtenir des gains économiques à court terme, le capitalisme pousse les décideurs économiques à adopter des méthodes de production qui servent le profit, sans tenir compte de leur impact écologique, et à piller les ressources naturelles sans aucun souci pour l'avenir.

Ce n'est donc pas « l'homme », mais le système capitaliste lui-même qui est responsable des problèmes écologiques. En effet, non seulement les salariés n'ont aucune influence dans les décisions prises dans les entreprises, mais ceux qui ont le pouvoir de décision – les capitalistes – sont, eux, soumis aux lois du profit et de la concurrence.

Bien entendu, le capitalisme doit tôt ou tard faire face aux problèmes écologiques engendrés par sa chasse au profit, mais seulement après coup, après avoir causé des dégâts. Or, les écologistes, si critiques envers le capitalisme « libéral », acceptent, tout comme les autres variétés du réformisme, la dictature économique de la minorité possédante car ils ne comprennent pas la relation existant entre la destruction de l'environnement et la propriété privée des moyens de production. Voilà pourquoi les Verts furent contraints à faire des concessions, lorsque, de 1997 à 2002, ils participèrent au gouvernement Jospin : sur les autorisations données par ce gouvernement de la gauche « plurielle », en novembre 1997 et juillet 1998, à des maïs transgéniques, sur la question nucléaire, entre autres... sans parler de leur complicité sur des questions « sociales » telles la suppression de 3 100 emplois avec la fermeture de l'usine Renault Vilvorde ou la répression de l'occupation des ASSEDIC par les chômeurs en 1997, la fermeture des chantiers navals du Havre en 1998, la remise en cause de la retraite à 60 ans à taux plein ou la suppression de 10 000 lits d'hôpitaux en Ile de France en 1999, etc.

Parce que, par définition, le capitalisme ne peut fonctionner que dans l'intérêt des capitalistes, aucun palliatif, aucun aménagement, aucune mesure, aucune réforme, n'ont pu (et ne le pourront d'ailleurs jamais) subordonner la propriété privée capitaliste à l'intérêt général. Pour cette raison, seule la menace d'un mouvement socialiste se fixant comme seul but réaliste et immédiat l'instauration de la *propriété sociale* (d'où le nom de *socialisme*) des moyens d'existence de la société, de manière à assurer leur gestion par (et, donc, dans l'intérêt de) la collectivité tout entière, pousserait les capitalistes à concéder des réformes favorables aux travailleurs de crainte de perdre tout le gâteau.

C'est donc pour la construction d'un tel mouvement que nous lançons un appel à tous les salariés conscients de l'opposition et de l'incompatibilité de leurs intérêts avec ceux des capitalistes, à tous ceux qui, préoccupés par les attaques incessantes dont nous sommes victimes et les dangers que fait courir leur rapacité à notre planète, désirent, non pas rafistoler la société actuelle mais y mettre un terme. Notre supériorité numérique écrasante nous permet tous les espoirs.

Ce n'est qu'après avoir placé sous le contrôle de la collectivité les moyens d'existence sociaux que nous pourrions enfin assurer leur gestion, non plus dans l'intérêt égoïste de leurs actuels propriétaires, mais cette fois, réellement, dans l'intérêt général.

Alors seulement serons-nous en mesure de réaliser un monde dans lequel le système actuel des États rivaux sera supplanté par une communauté mondiale sans frontières, le rationnement de l'argent et du système du salariat par le libre accès aux richesses produites, la concurrence par la coopération et l'antagonisme des classes par l'égalité sociale.

Nous ne pourrions « guérir la planète » qu'en établissant une société sans propriété privée productive ni profit où les êtres humains seront libres de choisir quelles méthodes de production employer, car une telle société sera libérée des lois économiques incontrôlables de la quête du profit et de l'accumulation du capital. En bref, seule une société socialiste mondiale, basée sur la propriété commune et la gestion démocratique des ressources mondiales, est compatible avec une production respectueuse de notre environnement naturel.

<sup>1</sup> Justus VON LIEBIG, *Introduction à La chimie dans son application à l'agriculture et à la physiologie*, vol 1, (7<sup>ème</sup> éd., Brunswick, 1862). Karl MARX, *Le Capital*, Livre I, 4<sup>ème</sup> section, Chapitre XV, X. *Grande industrie et agriculture* (1867). Auguste BLANQUI, *L'usure* (1869). Friedrich ENGELS, *Le rôle du travail dans la transformation du singe en l'homme* (1876).

**DEMOCRATIE SOCIALISTE** [democratie\\_socialiste@hotmail.com](mailto:democratie_socialiste@hotmail.com)

**MOUVEMENT SOCIALISTE MONDIAL** [www.worldsocialism.org/othlang.php](http://www.worldsocialism.org/othlang.php)

**PARTI SOCIALISTE DU CANADA** [www.worldsocialism.org/canada/](http://www.worldsocialism.org/canada/)